



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2532>

Adrien Martinez : face au président des riches, agissons pour la convergence des luttes

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseil national de mars 2018 -



L'École Émancipée

Avec le projet de réforme de la SNCF, le gouvernement poursuit son offensive contre le salariat et les services publics, qu'il avait entamé à la rentrée avec la loi Travail et le vote du budget 2018. Par la remise en cause du statut des cheminot-es, il entend réduire leurs droits et leurs rémunérations. Par l'objectif de privatisation du rail, couplée avec l'ouverture totale à la concurrence, il entend faire du capital privé le bénéficiaire direct des lignes rentables au détriment d'un service public de qualité pour toutes et tous sur tout le territoire. Et pour justifier son entreprise de démantèlement du service public ferroviaire, il utilise les médias comme caisse de résonance d'un discours faisant passer les salarié-es de la SNCF comme les privilégié-es, insupportables dans un contexte de crise, d'un système fonctionnant contre les usager-es.

Dans la Fonction publique, l'offensive est similaire : l'objectif de diminuer de trois points la part des dépenses publiques dans le PIB se traduit par un plan de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, un plan de départs volontaires, le recours massif aux contractuels, un renforcement de la part du mérite dans les rémunérations. Et comme pour le transport ferroviaire, deux arguments reviennent régulièrement : le service rendu au public a diminué. La dette, de l'État, de la Sécurité Sociale, ou de la SNCF est d'une ampleur insurmontable.

Mais voilà. Que cela soit dans la Fonction publique ou chez les cheminot-es, ce n'est pas le statut qui est responsable de cette dette ou de cette dégradation du service. Le doublement de la dette de la SNCF depuis le début des années 90 n'est pas le résultat d'une évolution du statut des cheminot-es, dont les effectifs ont diminué de près de 20 000 postes dans le même temps. C'est la conséquence de partenariats publics-privé pour la construction de lignes à très hautes vitesses qui se sont traduits par une manne financière pour les entreprises privées associées. C'est aussi la conséquence de dizaines d'années de sous-investissement du réseau ferré national.

De la même façon, les services publics payent au prix fort la diminution de la part socialisée des richesses produites, que cela soit par le biais des baisses d'impôt ou de la diminution des cotisations sociales.

L'entreprise de captation des richesses par ceux qui ont déjà le plus est devenu année après année insupportable. En 20 ans, la richesse totale des 10 plus grandes fortunes a été multipliée par 12. Celle des 38 milliardaires que compte la France a été multipliée par trois depuis 2009, dans un contexte de crise qui a motivé le gel du point d'indice. La fraude fiscale s'élève entre 60 et 80 milliards d'Euros. Les récentes mesures fiscales du dernier budget ont bénéficié pour 46% aux 1% des plus riches. Ce qui fait que leur revenu a augmenté de 9 600 Euros quand celui des 5% les plus pauvres a baissé de 60Euros si l'on inclut les baisses de prestations sociales.

Pourquoi rappeler ici ces chiffres qui sont largement connus dans nos cercles ? Parce que, pour construire les mobilisations, face à un gouvernement et une presse qui tiennent un discours de division du salariat, il va nous falloir mettre le réel à jour. Il va nous falloir remettre les choses à l'endroit.

Les riches vivent au-dessus de nos moyens. Et le gouvernement d'Emmanuel Macron, en attaquant la SNCF, la Fonction publique et plus largement les services publics entend dans les semaines qui suivent, de nouveau les servir.

Mais les semaines qui suivent seront aussi celles de l'action : la journée de grève du 22 mars, la perspective de reconductible dans la SNCF, le développement des mobilisations étudiantes contre Parcoursup, avec la poursuite de la lutte dans les EHPAD. Il nous faut bien évidemment construire la suite des mobilisations dans notre secteur d'intervention. Mais le niveau d'affrontement nécessaire implique de travailler les convergences et faire que cette idée soit le fait de toutes et tous.

La bataille de l'opinion est aussi notre bataille. Par notre communication aux écoles, aux enseignant-es, nous

pouvons oeuvrer à la légitimation des luttes dans les autres secteurs en étant les passeurs des argumentaires des cheminots, du supérieur, de l'hospitalier, et plus largement l'ensemble des secteurs en lutte. Et en reprenant les chiffres rappelés plus tôt, montrer que Macron, en étant le président du démantèlement des services publics, est d'abord le président des riches.